

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, étant donné l'importance de ce document, je crois que l'on devrait consentir unanimement à ce qu'un député de ce côté-ci de la Chambre réagisse contre la violation de notre mer territoriale qui résulterait de cet accord.

M. l'Orateur: A l'ordre. C'est un débat que demande le député. Il ne peut le faire que si la Chambre revient à l'appel des motions et que quelqu'un fait une déclaration. La Chambre consent-elle unanimement à ce que l'on revienne à l'appel des motions?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Le député de Greenwood a la parole.

M. MacInnis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois donner la parole au député sur un rappel au Règlement.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, mon rappel s'inspire de la déclaration du premier ministre suppléant, qui a indiqué cet après-midi que plus tard aujourd'hui, il demanderait la permission de revenir à l'appel des motions pour déposer un document. Le ministre même qui a fait cette promesse refuse maintenant de la tenir.

M. l'Orateur: Le député de Greenwood a la parole.

LA QUESTION DE LA RESTAURATION DES INSTITUTIONS LIBRES EN GRÈCE—L'APPUI DU CANADA À L'INTERVENTION D'AUTRES PAYS DE L'OTAN

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Devant l'incompatibilité des objectifs avoués de l'OTAN, qui comportent le raffermissement des institutions libres, et les méthodes de la dictature militaire grecque, le Canada se joindra-t-il au Danemark et à la Norvège à la prochaine réunion du conseil de l'OTAN pour préconiser une intervention afin de restaurer les institutions libres en Grèce?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le Canada ne songe pas à passer par l'OTAN. Nous avons transmis nos vues directement au gouvernement de la Grèce, mais pas au conseil de l'OTAN.

• (8.20 p.m.)

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable premier ministre suppléant.

[M. l'Orateur.]

Je voudrais lui demander quels seront les ministres qui accompagneront le premier ministre, lors de sa rencontre avec le président des États-Unis, au début de la semaine prochaine.

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, si je ne m'abuse, le ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce accompagneront le premier ministre à Washington.

* * *

L'INDUSTRIE

LA POSSIBILITÉ DE VENDRE DES APPAREILS CL-215 DE CANADAUX AUX ÉTATS-UNIS

[Français]

M. Valade: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Je remercie le premier ministre suppléant d'avoir informé la Chambre que l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) accompagnera le premier ministre du Canada lors de sa rencontre avec le président des États-Unis.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a-t-il l'intention d'inciter les États-Unis à acheter des avions amphibies CL-215, en vue de stimuler l'industrie aéronautique au Canada et d'éviter ainsi les congédiements à la société Canadair?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, les efforts que le gouvernement fédéral fait pour la société en question sont bien connus, et si le gouvernement des États-Unis a besoin de ce genre d'avions, je m'en ferai le propagandiste.

* * *

LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LA DATE DES HAUSSES PRÉVUES

[Traduction]

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question était destinée au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui devait être à la Chambre aujourd'hui, mais en son absence, je vais l'adresser au premier ministre suppléant. Voudrait-il assurer à la Chambre, maintenant qu'on a reconnu que la pauvreté existe au Canada, que les hausses des prestations prévues au programme des allocations familiales entreront en vigueur le 1^{er} mai 1972, comme le propose le bill C-264?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je serais le dernier à tenter de prophétiser ce qui peut survenir à la Chambre. Certes, le gouvernement aimerait faire adopter cette mesure, mais, comme vous le savez, il ne peut toujours obtenir ce qu'il souhaite, à moins d'employer des mesures extrêmes.

M. Marshall: Une question supplémentaire. Je puis assurer au premier ministre suppléant que, si le bill C-264 était présenté à la Chambre...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.